Spedizione in abbonamento postale

Anno 100° — Numero 215

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 8 settembre 1959 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 651-236 651-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 860-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 luglio 1959, n. 697.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale che sostituisce la Convenzione del 21 giugno 1920, modificata il 31 maggio 1937, relativa all'Istituto internazionale del freddo, firmata a Parigi il 1° dicembre 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale che sostituisce la Convenzione del 21 giugno 1920, modificata il 31 maggio 1937, relativa all'Istituto internazionale del freddo, firmata a Parigi il 1° dicembre 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità dell'articolo XXXIV della Convenzione stessa.

Art 3.

All'onere di lire 1.700.000 derivante dall'attuazione della presente legge, da iscriversi nello stato di previsione del Ministero degli affari esteri, si provvederà a carico del fondo speciale iscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1958-59, concernente oneri derivanti da provvedimenti legislativi di contenuto particolare.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 luglio 1959

GRONCHI

SEGNI — PELLA — TAMBRONI — RUMOR — ANGELINI — COLOMBO — JERVOLINO — GIARDINA

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Convenzione internazionale sostitutiva della Convenzione del 21 giugno 1920, modificata il 31 maggio 1937, relativa all'Istituto internazionale del freddo. (Parigi, 1° dicembre 1954).

CONVENTION INTERNATIONALE SE SUBSTITUANT À LA CONVENTION DU 21 JUIN 1920 MODIFIÉE LE 31 MAI 1937, RELATIVE A L'INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID

Les Gouvernements des Pays Membres de l'Institut international du froid,

Considérant que la science des basses températures se développe sans cesse, ouvrant des perspectives nouvelles de progrès et de bien être,

Considérant que les utilisations du froid artificiel s'étendent à de nouveaux domaines,

Considérant que les échanges de denrées périssables entre les diverses Nations du globe s'amplifient, permettant ainsi une solidarité internationale de plus en plus efficace au point de vue alimentaire mais nécessitant pour le traitement et la conservation de ces denrées des moyens frigorifiques plus importants,

Considérant que la Convention du 21 juin 1920 modifiée le 31 mai 1937, créant l'Institut international du froid répond incomplètement aux exigences nouvelles d'ordre scientifique et technique suscitées par cette situation et aux conditions économiques actuelles, sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

BUT - TITRE - SIEGE - FONCTIONS

Article I

But, titre, siège.

1. Les Parties Contractantes décident de pratiquer une étroite collaboration pour l'étude des problemes scientifiques et techniques se rapportant au froid et pour le développement des applications du froid qui accroissent le bien-être des hommes.

2. A cet effet, elles s'engagent à maintenir et à entretenir l'Institut international du froid, dénommé ci-dessous l'« Institut » et dont le siège est à Paris.

Article II

Fonctions.

L'Institut a pour objets pour tout ce qui se rapporte à l'étude, à la production et à l'utilisation du froid dans le domaine international:

a) de favoriser dans les différents Pays Membres le développement des recherches scientifiques et promouvoir les études techniques et économiques sur le plan national et international;

b) de recueillir les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques ainsi que les textes législatifs et réglementaires;

c) de favoriser l'enseignement et la vulgarisation des sciences et des techniques;

d) de publier tous documents et études dont la diffusion peut être utile;

e) de favoriser le développement des applications du froid, notamment dans le domaine agricole et alimentaire, sur le plan industriel et dans le domaine de l'hygiène et de la santé;

f) de présenter aux Gouvernements ou aux Organisations internationales des recommandations et notamment de proposer les mesures tendant à améliorer et à unifier la réglementation;

g) de se tenir en liaison avec les Groupements nationaux et internationaux intéressés en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action;

h) d'organiser les Congrès internationaux;

i) et, en général, de prendre toutes les mesures tendant à promouvoir l'idée et les applications du froid.

TITRE II
MEMBRES

Article III
Pays Membres, adhésions.

Font partie de l'Institut, en qualité de Pays Membres jouissant des droits et soumis aux obligations définies par la présente Convention :

a) les Etats Contractants;

b) les territoires que ces Etats ont désignés en procédant à la signature de la présente Convention et qui figurent à la liste ci-annexée;

c) les Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention s'ils adhèrent à ladite Convention et si leur admission est acceptée par le Comité exécutif;

d) les territoires qui ne figurent pas à la liste visée ci dessus, lorsque notification en est faite à l'Institut par les Etats Contractants responsables de leurs relations internationales, et si leur admission est acceptée par le Comité exécutif.

Article IV
Catégories des Pays Membres.

1. Pour permettre aux Pays Membres de participer à l'activite de l'Institut selon l'importance de leur économie et selon l'intérêt qu'ils portent aux problèmes du froid, il est prévu six catégories de Pays Membres, qui se caractérisent notamment par le montant de la contribution financière, par le nombre de voix dans les délibérations, et par le nombre de publications recues gratuitement.

2. Chaque Pays Membre fixe la catégorie dans laquelle il désire être classé.

Article V
Retraits, changements de catégorie.

Chaque Pays Membre a le droit de se retirer da l'Institut ou de passer dans une catégorie inférieure sur avis préalable d'une année au moins. Le passage dans une catégorie supérieure peut s'effectuer à tout moment par versement du supplément de contribution correspondant.

Article VI
Substitution d'un organisme ou groupement.

Les Pays Membres pourront sous leur propre responsabilité se substituer en tout ou partie dans leurs droits et obligations à l'égard de l'Institut un organisme ou groupement qualifié.

Article VII
Liaison avec les groupements nationaux.

Chaque Pays Membre s'efforce d'associer aux travaux de l'Institut les principaux groupements scientifiques, techniques, culturels ou professionnels qui s'intéressent aux questions du froid.

Article VIII
Membres d'honneur.

Dans des cas exceptionnels, les personnes ayant joué un rôle particulièrement important dans la science et les industries du froid et les bienfaiteurs de l'Institut peuvent, par une décision du Comité exécutif, recevoir le titre de « Membre d'honneur » de l'Institut.

Article IX
Membres associés.

1. Les collectivités et particuliers qualifiés participant au développement de la science et de l'industrie du froid et souscrivant une contribution périodique dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le Comité de direction, peuvent, par une décision de ce Comité de direction, être nommés « Membres associés » de l'Institut.

2. Dans les conditions fixées par le Protocole d'application de la présente Convention, les Membres associés reçoivent les publications périodiques, peuvent prendre part aux travaux des Commissions et des Congrès et peuvent consulter la documentation de l'Institut.

TITRE III
ORGANES ET FONCTIONNEMENT

CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Article X
Attributions de la Conférence générale

1. L'Institut est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale.

2. La Conférence générale a notamment comme attributions :

a) de donner des directives générales sur le fonctionnement et les travaux de l'Institut;

b) d'établir le Protocole d'application de la Convention qui comporte en particulier les modalités d'application des diverses clauses de cette Convention, le statut du personnel et le règlement intérieur de la Conférence générale;

c) d'élire le président et les vice présidents du Comité exécutif;

d) d'élire le président et les vice présidents du Conseil technique et les présidents et vice-présidents des Commissions qui complètent ce Conseil technique.

Article XI
Composition et fonctionnement de la Conférence générale.

1. La Conférence générale est composée de représentants désignés par les Pays Membres ou par les organismes et groupements qualifiés qui y sont substitués.

2. Le nombre de représentants de chaque Pays Membre est fixé à :

6	pour la catégorie	1
5	» » »	2
4	» » »	3
3	» » »	4
2	» » »	5
1	» » »	6

3. Les représentants empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues de la Conférence générale.

4. La Conférence générale tient une session ordinaire tous les 4 ans. Elle se réunit en outre en session extraordinaire si elle le décide ou à la demande du Comité exécutif.

5. Les décisions de la Conférence générale sont prises à la majorité des 2/3 des voix des représentants présents ou de leurs substituts. Toutefois, pour l'élection de son président, pour l'élection du président et des

vice-présidents du Comité exécutif et pour l'élection des membres du Conseil technique, les votes sont acquis à la majorité absolue des voix des représentants présents ou de leurs substituts, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

6. Le directeur est de droit secrétaire de la Conférence générale.

Article XII

Le président de la Conférence générale.

1. A l'ouverture de sa session ordinaire la Conférence générale élit son président.

2. Un président ne peut pas être élu plus de deux fois consécutives.

3. Dans le cas où le président est empêché de présider une réunion, il est remplacé par le président ou un vice-président du Comité exécutif.

4. Le président de la Conférence générale est convoqué et assiste avec voix consultative aux réunions du Comité exécutif, du Conseil technique et du Comité de direction.

COMITÉ EXÉCUTIF

Article XIII

Attributions du Comité exécutif.

Le pouvoir exécutif de l'Institut est confié à un Comité exécutif:

a) le Comité exécutif est chargé d'appliquer les directives données par la Conférence générale;

b) il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut;

c) il nomme au scrutin secret le directeur;

d) il vote le budget;

e) il approuve les accords à passer avec d'autres organismes;

f) il prend d'une manière générale toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut;

g) il désigne des délégués au Comité de direction;

h) en outre, dans l'intervalle des sessions de la Conférence générale, il est habilité à prendre sur des objets qui rentrent dans les attributions de celle ci, des décisions provisoires qui doivent être soumises à la ratification de la Conférence générale à sa plus prochaine session.

Article XIV

Composition et fonctionnement du Comité exécutif.

1. Le Comité exécutif se compose des délégués désignés par les Pays Membres ou par les organismes et groupements qualifiés qui y sont substitués, à raison d'un delégué par Pays Membre.

2. Chaque Pays Membre ou chaque organisme ou groupement substitué peut désigner également un délégué supléant.

3. Chaque délégué au Comité exécutif a autant de voix que le Pays Membre qu'il représente a de représentants à la Conférence générale.

4. Le président de la Conférence générale, le président et les vice présidents du Conseil technique ainsi que les présidents des Commissions sont convoqués et assistent avec voix consultative au Comité exécutif.

5. Le Comité exécutif se réunit en session ordinaire une fois par an. Il se réunit en session extraordinaire sur l'initiative de son président ou à la demande du Comité de direction.

6. Les décisions du Comité exécutif sont prises à la majorité des 2/3 des voix. Toutefois, pour l'election du directeur, si l'élection n'est pas assurée après deux tours de scrutin, la majorité absolue suffit. Pour les autres élections qui incombent au Comité exécutif, les décisions sont prises à la majorité absolue, le président ayant voix prépondérante en cas de partage des voix.

7. Le directeur est de droit secrétaire du Comité exécutif.

8. Le Comité exécutif établit s'il y a lieu son propre règlement intérieur dans le cadre de la Convention et du Protocole d'application.

Article XV

Le président et les vice présidents du Comité exécutif.

1. Le président du Comité exécutif et les vice présidents, au nombre de 3 à 6 sont élus par la Conférence générale à sa session ordinaire.

2. Le président et les vice présidents ne peuvent être élus plus de deux fois consécutives dans la même fonction.

3. Si le président ou un vice président cesse d'être délégué au Comité exécutif ou démissionne au cours d'une période quadriennale, le Comité exécutif, au cours de sa plus proche réunion, élit un remplaçant, les pouvoirs de ce successeur venant à expiration à la fin de la période quadriennale en cours.

4. Le président et les vice présidents du Comité exécutif sont convoqués et assistent avec voix consultative aux réunions du Conseil technique.

COMITÉ DE DIRECTION

Article XVI

Attributions, composition et fonctionnement du Comité de direction

1. Le Comité de direction est chargé entre les réunions du Comité exécutif et dans le cadre des décisions de la Conférence générale et du Comité exécutif de suivre le fonctionnement de l'Institut et en particulier d'examiner les questions financières et de présenter au Comité exécutif le budget annuel.

2. Le Comité de direction comprend le président du Comité exécutif, président de droit du Comité de direction, trois membres élus tous les quatre ans par le Comité exécutif et trois membres élus tous les quatre ans par le Conseil technique. Ces six derniers membres ne peuvent être élus plus de deux foix consécutives.

3. Le Comité de direction se réunit sur l'initiative de son président au moins 3 fois par an.

4. Il délibère à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

5. Le directeur est de droit secrétaire du Comité de direction.

6. Le Comité de direction établit, s'il y a lieu, son propre règlement intérieur qui doit être soumis à l'approbation du Comité exécutif.

CONSEIL TECHNIQUE ET COMMISSIONS

Article XVII

Attributions, composition et fonctionnement du Conseil technique

1. Les problèmes techniques et scientifiques qui sont du ressort de l'Institut sont étudiés per un Conseil technique et des Commissions.

2. Le Conseil technique comprend un président, un à trois vice-présidents et les présidents et vice présidents

des Commissions. Les fonctions de président du Conseil technique ne peuvent être cumulées avec celles de président ou de vice-président de Commission.

3. Les membres du Conseil technique empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner une procuration à un de leurs collègues.

4. Le président de la Conférence générale, le président et les vice-présidents du Comité exécutif sont convoqués et assistent avec voix consultative aux réunions du Conseil technique.

5. Le président et les vice-présidents du Conseil technique sont élus tous les 4 ans par la Conférence générale à sa session ordinaire sur propositions du Conseil technique sortant. Ils ne peuvent être élus plus de deux fois consécutives dans la même fonction.

6. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence générale, le Comité exécutif procède au remplacement des membres démissionnaires ou empêchés d'exercer leurs fonctions, les mandats des nouveaux membres ainsi élus expirant avec celui des autres membres.

7 Le Conseil technique se réunit en session ordinaire une fois par an. Il se réunit en session extraordinaire sur l'initiative de son président ou à la demande d'un tiers des membres.

8. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents, le président ayant voix prépondérante en cas de partage des voix.

9. Le directeur est de droit secrétaire du Conseil technique.

10. Le Conseil technique établit, s'il y a lieu, son propre règlement intérieur dans le cadre de la présente Convention et du Protocole d'application.

Article XVIII

Attributions, composition et fonctionnement des Commissions.

1 Le nombre des Commissions et leurs attributions sont fixés par le Protocole d'application.

2. Chaque Commission a un président, un ou plusieurs vice-presidents, un ou plusieurs secrétaires.

3. Le président et les vice-présidents sont élus par la Conférence générale à sa session ordinaire. Ils ne peuvent être élus plus de deux fois consécutives dans la même fonction.

4. Lorsque ni le président, ni aucun des vice-présidents d'une Commission n'appartiennent au Pays où a lieu le prochain Congrès international, un vice-président supplémentaire peut être désigné par le Comité exécutif sur proposition du délégué de ce Pays; ses fonctions cessent avec les travaux du Congrès.

5. Compte tenu des recommandations faites par les Pays Membres, les autres membres des Commissions sont nommés sur propositions des présidents de Commissions par le Conseil tecnique. Celui-ci peut donner délégation à son président pour procéder aux nominations dans l'intervalle de ses sessions.

6. Les secrétaires sont nommés sur propositions des présidents de Commissions, par le Conseil technique; celui-ci peut donner délégation à son président pour procéder aux nominations dans l'intervalle de ses sessions.

7. Tout membre d'une Commission qui, pendant deux années consécutives, n'a pas assisté aux réunions ni participé par correspondance aux travaux de la Commission est considéré comme démissionnaire.

GROUPES DE TRAVAIL

Article XIX

Groupes de travail.

Des Groupes de travail peuvent être constitués pour préparer la solution de certains problèmes intéressant l'Institut.

DIRECTION

Article XX

Le directeur.

1. Le fonctionnement de l'Institut est assuré par le directeur assisté d'agents titulaires et auxiliaires.

2. Le directeur est élu au scrutin secret par le Comité exécutif. Ses obligations et ses pouvoirs sont définis par le Protocole d'application.

3. Le directeur est de droit sécrétaire de la Conférence générale, du Comité exécutif, du Comitè de direction, du Conseil technique.

Article XXI

Les agents titulaires et auxiliaires

1. Les agents titulaires et auxiliaires sont nommés et révoqués par le directeur. Leurs droits et leurs obligations sont définis par le Protocole d'application.

2. Toutefois, la nomination des agents titulaires n'est valable qu'après ratification par le Comité de direction.

CONGRÈS INTERNATIONAUX DU FROID

Article XXII

Congrès internationaux du froid.

1 L'Institut a la responsabilité d'organiser normalement tous les quatre ans, un Congrès international du froid.

2. Le programme est approuvé par le Comité exécutif et l'organisation peut être confiée à un ou plusieurs Pays Membres de l'Institut.

PUBLICATIONS

Article XXIII

Publications.

1. Les travaux du Conseil technique et des Commissions, les renseignements de toute nature recueillis par la Direction font l'objet de publications périodiques éditées par l'Institut et rédigées dans les langues officielles de l'Institut.

2. Le Protocole d'application fixe les conditions de répartition entre les Pays Membres d'un certain nombre d'exemplaires gratuits de ces publications.

3. L'Institut peut egalement utiliser tout autre moyen de diffusion utile à l'accomplissement de sa mission.

TITRE IV

MOYENS FINANCIERS

Article XXIV

Ressources de l'Institut.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes:

a) par les contributions ordinaires annuelles et les contributions extraordinaires des Pays Membres;

b) par les recettes provenant des abonnements aux publications périodiques, de la vente de publications ou documents, de la publicité dans les publications, et en général, de toutes activités exercées dans le cadre de la présente Convention;

c) par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement;

d) par les revenus de ses biens.

Article XXV

Budget.

1. Le Comité exécutif examine à sa session annuelle ordinaire les comptes de gestion de l'année précédente. Le budget est voté par le Comité exécutif à sa session annuelle ordinaire pour l'année suivante.

2. Le Comité exécutif peut donner délégation au Comité de direction pour apporter certaines modifications au budget en cours d'exercice.

Article XXVI

Montant des contributions ordinaires annuelles des Pays Membres.

1. Les contributions ordinaires annuelles des Pays Membres sont payables soit en francs français, soit en devises négociables en France, dont la convertibilité est garantie sous la responsabilité du Pays débiteur. Elles sont fixées en francs or d'un poids de 10/31e de gramme au titre de 0,900 de fin et suivant la catégorie à laquelle les Pays Membres appartiennent, sur les bases suivantes:

Catégories	Subventions annuelles en francs-or
1	9.600
2	7.200
3	4.800
4	3.200
5	1.600
6	800

2. Tous les 4 ans, la Conférence générale, à sa session ordinaire, sur des propositions approuvées l'année précédente par le Comité exécutif, peut affecter ces subventions de base d'un coefficient de majoration ou de minoration pour les adapter aux activités de l'Institut et à la situation économique du moment.

3. Le nouveau montant des subventions est applicable pendant les 4 ans qui suivent.

Article XXVII

Non-paiement des contributions.

Les Pays Membres qui ont plus de 2 ans de retard dans le versement de leur contribution financière perdent les avantages attachés à la qualité de Pays Membre, et en particulier le droit de vote, jusqu'à régularisation de leur situation.

TITRE V

CLAUSES DIVERSES

Article XXVIII

Relations avec les autres Organisations internationales.

L'Institut établit avec les Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et avec les autres organismes internationaux toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives et à ses propres fins.

Article XXIX

Capacité juridique, privilèges et immunités.

L'Institut jouit sur le territoire de chacun des Pays Membres de la capacité juridique et du statut qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et pour atteindre ses buts, dans les conditions prévues par des accords particuliers avec les Pays Membres interessés.

Article XXX

Langues officielles

Les langues officielles de l'Institut sont l'anglais et le français.

Article XXXI

Modifications de la Convention

1. Les modifications à la présente Convention qui ne portent pas atteinte aux buts fondamentaux de l'Institut et qui n'aggravent pas les obligations des Pays Membres sont exécutoires dès leur approbation par la Conférence générale.

2. Les autres modifications, lorsqu'elles ont été approuvées par la Conférence générale, doivent être soumises aux Pays Membres pour ratification. Elles deviennent exécutoires après ratification par les deux tiers des Pays Membres (autres que ceux visés par l'article XXVII ci-dessus) pour les Pays Membres qui les ont alors ratifiés et, à partir de la date de leur ratification, par les Pays Membres qui les ratifient ultérieurement.

3. Dans tous les cas, les projets de modification doivent être transmis par le directeur aux Gouvernements des Pays Membres, 6 mois au moins avant leur examen par la Conférence générale.

Article XXXII

Durée de la Convention.

La présente Convention est conclue pour une durée de 10 ans, sauf dénonciation dans les conditions prévues à l'article V. A l'expiration de ce terme, elle est renouvelée par tacite reconduction da 4 années en 4 années.

Article XXXIII

Contestations.

Les textes anglais et français de la présente Convention font également foi. Toute contestation relative à l'interprétation de la Convention est soumise à la Cour internationale de justice ou à une procédure d'arbitrage dans les conditions fixées par la Conférence générale.

Article XXXIV

Ratification, entrée en vigueur.

1. La présente Convention sera ouverte à la signature des Pays Membres de l'Institut international du froid jusqu'au premier juin 1955.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Gouvernement de la République Française. La Convention entrera en vigueur pour chaque Pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

3. Toutefois, les signataires conviennent, afin d'éviter tout délai dans son exécution, de la mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, et pour autant que leurs règles constitutionnelles et budgétaires respectives le permettent.

4. En fois de quoi les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 1er décembre 1954.

Pour la France métropolitaine, Algérie, A.O.F., Madagascar, Maroc, Tunisie, Vietnam
DE MOUSTIER

Pour l'Espagne
de CASA ROJAS

Pour l'Australie
KEITH OFFICER

Pour le Danemark
EJNAR WAERUM

Pour la République Fédérale d'Allemagne
WILHELM HAUSENSTEIN

Pour la Belgique
GUILLAUME

Pour l'Italie
PIETRO QUARONI

Pour la Grande-Bretagne
GLADWYN JEBB

Pour l'U.R.S.S.
VINOGRADOV

Pour la Grèce
RAPHAEL RAPHAEL

Pour le Japon
NISHIMURA

Pour la Nouvelle-Zélande
J. R. MCKENZIE

Pour la Tchécoslovaquie
GUSTAV SOUCEK

Pour l'Union de l'Afrique du Sud
HARRY THOMSON ANDREWS

Pour le Canada
JEAN DESY

Pour le Royaume des Pays-Bas en Europe
W. van BOETZELAER

Pour la Norvège
ROLF ANDVORD

Pour le Portugal
MARCELLO MATHIAS

Pour l'Argentine
OSCAR ONETO ASTENGO

Pour la Pologne
STANISLAW GAJEWSKI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 24 luglio 1959, n. 698.

Modifiche dell'art. 5 della legge 3 gennaio 1957, n. 1, concernente nuovi organici dei sottufficiali dell'Aeronautica militare e modifiche di alcune norme sul reclutamento e avanzamento dei sottufficiali e militari di truppa dell'Aeronautica militare.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

All'articolo 5 della legge 3 gennaio 1957, n. 1, sono aggiunti i seguenti commi:

« Per i primi avieri che abbiano frequentato con successo il corso complementare ma non posseggano la anzianità di servizio di anni cinque calcolati dalla data di arruolamento volontario, non è richiesta, ai fini della promozione al grado di sergente maggiore, la ripetizione nel grado di sergente del corso complementare previsto dal precedente articolo 3.

Per i militari di cui al comma precedente e per quelli che, appartenendo al medesimo corso di reclutamento dei militari stessi e non avendo frequentato il corso complementare nel grado di primo aviere lo frequenteranno in quello di sergente, l'iscrizione nel quadro di avanzamento al grado di sergente maggiore avrà luogo con le norme stabilite nei commi secondo, terzo e quarto del precedente articolo 3 ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 luglio 1959

GRONCHI

SEGNI — ANDREOTTI — TAMBRONI

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA

LEGGE 30 luglio 1959, n. 699.

Durata e decorrenza della ferma per i giovani arruolati nel Corpo equipaggi militari marittimi con le facilitazioni previste dal decreto legislativo 31 maggio 1946, n. 572, e dalla legge 25 febbraio 1956, n. 121.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

I giovani arruolati nel Corpo equipaggi militari marittimi con le facilitazioni previste dal decreto legislativo 31 maggio 1946, n. 572, contraggono, in luogo della ferma di anni sei stabilita dalla legge 27 novembre 1956, n. 1368, una ferma di anni cinque o quattro a seconda che provengano dal corso nautico, sezione nocchieri, o dal corso nautico, sezione motoristi navali, del Collegio professionale marittimo « Caracciolo ».

I giovani provenienti dalle scuole gestite dall'Ente nazionale per l'educazione marinara e dalla scuola di avviamento dell'Istituto « Scilla », ora Istituto professionale per le attività marinare con aggregata scuola secondaria di avviamento professionale a indirizzo marinaro di Venezia, arruolati nel Corpo equipaggi militari marittimi con le facilitazioni previste dalla legge 25 febbraio 1956, n. 121, contraggono una ferma di anni cinque, in luogo di quella di anni sei suddetta.

Art. 2.

Le ferme di anni cinque e di anni quattro previste dall'articolo precedente decorrono rispettivamente, dall'inizio del secondo e del terzo anno della ferma sessennale contratta dai volontari dei corsi ordinari ai quali i giovani arruolati con le citate facilitazioni sono aggregati in sede di esami.

Art. 3.

Per i giovani che, alla data di entrata in vigore della presente legge, siano stati arruolati con le facilitazioni previste dal decreto legislativo 31 maggio 1946, n. 572, e dalla legge 25 febbraio 1956, n. 121, la ferma contratta è commutata, a seconda dei casi, in quelle di anni cinque o quattro previste dal precedente articolo 1, con le decorrenze indicate nel precedente articolo 2.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1959

GRONCHI

SEGNI — ANDREOTTI — TAMBRONI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

LEGGE 30 luglio 1959, n. 700.

Istituzione del nuovo organico del personale di economato dei convitti nazionali e degli educandati femminili dello Stato.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' istituito il ruolo organico unico del personale di economato dei convitti nazionali e degli educandati femminili dello Stato, appartenenti alla carriera di concetto.

Il numero dei posti, le qualifiche del personale del predetto ruolo, risultano dalla tabella annessa alla presente legge.

A tale personale si applicano integralmente le norme comuni sullo stato giuridico e sull'ordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato, approvate con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 2.

Di conseguenza sono soppressi il ruolo organico degli economi dei convitti nazionali di cui alla tabella annessa al decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1065, al quadro 31-*b*), annesso al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, ed al quadro 32-*a*), annesso al decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, ed i ruoli organici dei segretari e degli economi-cassieri degli educandati femminili dello Stato, di cui alle tabelle annesse al decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1038, alle leggi 25 luglio 1952, n. 1079, 22 marzo 1952, n. 209, al quadro 31-*b*), annesso al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, ed al quadro 32-*a*), annesso al decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 3.

Il personale dei soppressi ruoli è inquadrato, all'atto della entrata in vigore della presente legge, nel ruolo organico unico di cui al precedente articolo 1, nella qualifica indicata nell'annessa tabella, corrispondente a quella rivestita nel ruolo di provenienza, conservando, nel nuovo ruolo e nella qualifica predetti, la relativa anzianità, maturata nei soppressi ruoli, ai fini della successiva progressione di carriera e delle attribuzioni degli aumenti periodici di stipendio.

Art. 4.

E' soppresso il posto di primo applicato presso lo educandato femminile « M. Adelaide » di Palermo, di cui alla legge 25 luglio 1952, n. 1079, al quadro 51 *b*) annesso al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, al quadro 53 *a*) annesso al decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, ed è ridotto da 155 a 153 il numero dei posti di vice rettore aggiunto di 3ª classe nei convitti nazionali di cui al decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1065, al quadro 13-*c*) annesso al decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, ed al quadro 13 *b*) annesso al decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 5.

Alla maggiore spesa derivante dall'attuazione dello articolo 1 si provvede con la corrispondente economia conseguente alla soppressione dei posti di organico di cui all'articolo 4.

TABELLA

Coefficiente		Posti
402	— Ragionieri economi principali	N. 8
325	— Primi ragionieri economi	» 17
271	— Ragionieri economi	» 23
229	— Ragionieri economi aggiunti	» 27
202	— Vice ragionieri economi	
		N. 75

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1959

GRONCHI

SEGNI — MEDICI — TAMBRONI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO MINISTERIALE 18 luglio 1959.

Sostituzione di un membro del Consiglio direttivo della Fondazione assistenza e rifornimento per la pesca.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1951, n. 1757, con il quale si approva il nuovo statuto della Fondazione Assistenza e Rifornimenti per la Pesca (F.A.R.P.);

Visto l'art. 8, n. 9 dell'anzidetto statuto;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 marzo 1947, n. 396;

Visto il decreto Ministeriale 14 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio successivo, registro n. 1 Marina mercantile, foglio n. 237;

Vista la nota n. 5090 dell'8 aprile 1959, con la quale il Sindacato nazionale armatori della pesca ha designato il cap. Tito Biancalana, quale proprio rappresentante in seno al Consiglio direttivo della F.A.R.P., in sostituzione dell'on. prof. Marcello Simonacci;

Sentito il Ministro per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

Il cap. Tito Biancalana è nominato membro del Consiglio direttivo della Fondazione assistenza e rifornimenti per la pesca in sostituzione dell'on. prof. Marcello Simonacci.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 luglio 1959

Il Ministro: JERVOLINO

(4966)

DECRETO MINISTERIALE 1° agosto 1959.

Sostituzione di un membro del Comitato speciale della Cassa integrazione dei guadagni degli operai dell'industria.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 7 del decreto legislativo luogotenenziale 9 novembre 1945, n. 788, concernente l'istituzione della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai della industria;

Visto il decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 23 aprile 1955, col quale è stato nominato il Comitato speciale della Cassa predetta;

Vista la lettera di designazione, in data 1° agosto 1959, della Confederazione italiana sindacati lavoratori;

Decreta:

Il dott. Giovanni Magnabosco è chiamato a far parte del Comitato speciale della Cassa integrazione dei guadagni degli operai dell'industria, quale rappresentante dei lavoratori in sostituzione del dott. Giuseppe Lagorio, dimissionario perchè destinato ad altro incarico.

Roma, addì 1° agosto 1959

Il Ministro: ZACCAGNINI

(4965)

DECRETO MINISTERIALE 2 settembre 1959.

Rettifica del decreto Ministeriale 14 dicembre 1954, concernente la delimitazione del perimetro del bacino imbrifero montano del Bacchiglione, ai sensi della legge 27 dicembre 1953, n. 959.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto Ministeriale 14 dicembre 1954, col quale, in applicazione della legge 27 dicembre 1953, n. 959, è stato delimitato il perimetro del bacino imbrifero montano del Bacchiglione, così come indicato nella corografia 1:100.000 vistato dal Consiglio superiore dei lavori pubblici e che fa parte integrante del decreto stesso;

Ritenuto che tra i Comuni della provincia di Vicenza, indicati dall'art. 2 del cennato decreto Ministeriale 14 dicembre 1954 e facente parte del bacino imbrifero montano del Bacchiglione, figura, per errore di trascrizione, il comune di Sarcedo al posto di quello di Salcedo, il quale a norma del quinto comma dell'art. 1 della suindicata legge 27 dicembre 1953, n. 959, ne fa parte di diritto come risulta dalla corografia allegata al detto decreto, come fatto presente dall'Ufficio idrografico del Magistrato alle acque di Venezia;

Che pertanto occorre rettificare con l'indicazione di tale Comune la lettera *B*) dell'art. 2 del decreto Ministeriale 14 dicembre 1954, sotto il quale sono elencati i Comuni delle provincie di Vicenza e Trento compresi in tutto e in parte entro il bacino imbrifero montano del Bacchiglione, ai sensi del secondo comma dell'art. 1 della legge 27 dicembre 1953, n. 959;

Vista la nota dell'Ufficio idrografico del Magistrato alle acque 21 maggio 1959, n. 1991;

Visto il testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici 11 dicembre 1933, n. 1775, e successive disposizioni;

Vista la legge 27 dicembre 1953, n. 959;

Decreta:

L'art. 2, lettera *B*) del decreto Ministeriale 14 dicembre 1954 (pubblicato nel supplemento ordinario della *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 6 del 10 gennaio 1955), deve intendersi rettificato nel senso che il comune di Salcedo in luogo del comune di Sarcedo, erroneamente iscritto nel detto decreto è compreso nell'ambito del perimetro del bacino imbrifero montano del Bacchiglione, ai sensi dell'art. 1 della legge 27 dicembre 1953, n. 959.

Roma, addì 2 settembre 1959

p. *Il Ministro*: PECORARO

(4957)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Rettifiche apportate a precedenti decreti di ricompense al V. M. concesse per attività partigiana dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n. 5 Presidenza, foglio n 13.

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 24 aprile 1948, registrato alla Corte dei conti l'8 luglio 1948, registro n. 17 Presidenza, foglio n 244, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1949, dispensa 1, pagina 173

PUNZI Luigi fu Edoardo e fu Mancone Giulia da Acquafondata (Frosinone), classe 1917, capitano artiglieria servizio permanente effettivo, rettificare: PUNZI Luigi Guerrino fu Gaetano e fu Monacone Giulia da Acquafondata (Frosinone) classe 1917, capitano degli alpini

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n. 5 Presidenza, foglio n. 11.

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 13 marzo 1950, registrato alla Corte dei conti il 6 ottobre 1950, registro n 40 Presidenza, foglio n 326, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1951 dispensa 9, pagina 1216

FIORENTINI Mario (nord Emilia, luglio-ottobre 1944) rettificare FIORENTINI Mario (Italia settentrionale, luglio 1944 aprile 1945)

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n 10

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come e qui di seguito indicato

Decreto 29 aprile 1950, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1950, registro n 43 Presidenza, foglio n 134, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1951, dispensa 9, pagina 1227

LUCANO Ezio di Emilio e di Guarini Emma, Monte Antola (Genova), 21 novembre 1944, rettificare LUCARNO Ezio di Emilio e di Guarini Irma, San Clemente - Dova Superiore (Alessandria), 27 novembre 1944

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n. 19

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare è rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 19 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1950, registro n 43 Presidenza, foglio n 131, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1951, dispensa 9, pagina 1241

ANTONIOL Gino, sergente maggiore alpini, rettificare ANTONIOL Gino, sergente alpini

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n. 5 Presidenza, foglio n. 22

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 28 luglio 1950, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1950, registro n 43 Presidenza, foglio n 124, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1951, dispensa 9, pagina 1256·

RONCONI Piero di Filippo, rettificare RONCONI Adone Pier fu Cirillo.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti il 20 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n. 102

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come e qui di seguito indicato:

Decreto 29 aprile 1950, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1950, registro n 43 Presidenza, foglio n 132, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1951 dispensa 9, pagina 1226

BISTOLFI Armando di Giulio e di Rinaldi Carolina da Genova, classe 1917, rettificare BISTOLFI Luigi di Giulio e di Rinaldi Carolina da Sampierdarena (Genova), classe 1919.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n 4

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare è rettificato come e qui di seguito indicato

Decreto 24 aprile 1948 registrato alla Corte dei conti il 9 luglio 1948 registro n 17 Presidenza foglio n 251 pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1949, dispensa 15, pagina 2318

CORBARI Silvio, rettificare CORBARI Silio

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti il 20 giugno 1959
registro n 5 Presidenza foglio n 92

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come e qui di seguito indicato

Decreto 23 aprile 1947 registrato alla Corte dei conti l'8 luglio 1947, registro n 8 Presidenza foglio n 307, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1948 dispensa 26, pagina 2720

CAMANDONE Luigi fu Giorgio e di Peracchio Carla, rettificare CAMANDONE Giovanni di Giorgio e di Peracchio Carolina

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti il 20 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n 95

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 23 aprile 1947 registrato alla Corte dei conti il 4 luglio 1947 registro n 8 Presidenza, foglio n 260 pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1948 dispensa 26, pagina 2702

MARCUZZI Silvio di Silvio e di Del Pin Santa da Redipuglia, classe 1907, rettificare MARCUZZI Silvio fu Leonardo e di Vittori Gisella da Fogliano di Redipuglia, classe 1907.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959
registro n 5 Presidenza foglio n 21

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come è qui di seguito indicato

Decreto 23 aprile 1947 registrato alla Corte dei conti l'8 luglio 1947 registro n 8 Presidenza, foglio n 297 pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1948 dispensa 26, pagina 2708.

VIAN G Battista di Giacomo e di Tonelli Anna da Meduno (Sacile), rettificare VIAN Gio Batta di Lorenzo e di Del Din Regina da Meduno (Udine)

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957
registrato alla Corte dei conti il 20 giugno 1959
registro n 5 Presidenza, foglio n. 100

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare e rettificato come e qui di seguito indicato·

Decreto 23 aprile 1947, registrato alla Corte dei conti l'8 luglio 1947, registro n 8 Presidenza foglio n 293 pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa Esercito, anno 1948, dispensa 26, pagina 2717.

STACUL Severino di Giovanni e di Strenna Caterina, da Gradisca (Trieste), rettificare STACUL Severino Paolo di Antonio e di Alessio Domenica Lucia da Gradisca d'Isonzo.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957 registrato alla Corte dei conti il 20 giugno 1959 registro n. 5 Presidenza, foglio n. 97.

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare è rettificato come è qui di seguito indicato: Decreto 9 settembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1947, registro n. 12 Presidenza, foglio n. 264, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1948, dispensa 29, pagina 3087:

PADOVAN Giovanni di Edmondo e fu Brandolini Lucia da Cormons (Udine), classe 1905, rettificare: PADOAN Giovanni Battista fu Edoardo e fu Brandolin Lucia da Cormons (Gorizia), classe 1909.

Decreto Presidenziale del 14 gennaio 1957 registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1959 registro n. 5 Presidenza, foglio n. 14.

Il seguente decreto relativo a concessione di ricompense al valor militare è rettificato come è qui di seguito indicato: Decreto 27 ottobre 1950, registrato alla Corte dei conti il 1° febbraio 1951, registro n. 45 Presidenza, foglio n. 44, pubblicato sul Bollettino ufficiale del Ministero della difesa-Esercito, anno 1951, dispensa 17, pagina 2383:

BRANCANELLI Elio, rettificare: BROGANELLI Elio.

(4951)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 3 luglio 1959 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Joseph Basile, Vice console degli Stati Uniti d'America a Palermo.

(4959)

In data 21 maggio 1959 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Hector Orlando Grillo, Vice console aggiunto dell'Argentina a Genova.

(4960)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Pescara

Con decreto del Presidente della Repubblica, in data 2 maggio 1959, registrato alla Corte dei conti il 29 luglio 1959, registro n. 32 Lavori pubblici, foglio n. 158, è stato approvato, previa decisione delle osservazioni presentate, il piano regolatore generale di Pescara.

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità allo originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(4967)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli di Debito pubblico

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 3.

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 73 — Data: 15 febbraio 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Cosenza — Intestazione: De Mundo Italo fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro quinquennali 5 %, al portatore 1 — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1192 — Data: 16 novembre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Prisco Nicola fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % - 1906, al portatore 7 — Capitale di 3500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1245 — Data: 22 novembre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Prisco Nicola fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % 1906, al portatore 30 — Capitale L. 591,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1779 — Data: 31 gennaio 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Prisco Nicola fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % 1906, al portatore 27 — Capitale L. 2450.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 60 — Data: 8 ottobre 1953 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Bolzano — Intestazione: Giudilli Luciano fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % 1906, nominativi 2 — Capitale L. 700.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 122 — Data: 11 settembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Palermo — Intestazione: Madre Superiora Oliva Virginia — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % 1935, nominativi 3 — Capitale L. 27.900.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 308 — Data: 19 settembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Genova — Intestazione: Molteni Francesca — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 5 % 1936, al portatore 7 — Capitale L. 3100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 309 — Data: 19 settembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Genova — Intestazione: Molteni Francesca — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % 1935, al portatore 3 — Capitale L. 23.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 310 — Data: 19 settembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Genova — Intestazione: Molteni Francesca — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 5 % 1936, al portatore 3 — Capitale L. 300.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 311 — Data: 19 settembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Genova — Intestazione: Molteni Francesca — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % 1906. al portatore 12 — Capitale L 7900.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 34 — Data: 22 novembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Siena — Intestazione: Provvedi Ubaldo — Titoli del Debito pubblico: Ricostruzione 3,50 %, al portatore 2 — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3146 — Data: 5 dicembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: D.G.D.P. Ufficio ricevimento domande — Intestazione: Fisicaro Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Ricostruzione 3,50 %, al portatore 8 — Capitale L. 15.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3485 — Data: 20 dicembre 1958 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: D.G.D.P. Ufficio ricevimento domande — Intestazione: Maglietta Maria — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % 1935, nominativi 1 — Capitale L. 15.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 97 — Data: 9 aprile 1959 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Pescara — Intestazione: De Liso Ernesto — Titoli del Debito pubblico: Ricostruzione 3,50 %, al portatore 5 — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1372 — Data: 26 maggio 1959 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio provinciale del Tesoro di Genova — Intestazione: Curti Gabriele — Titoli del Debito pubblico: Ricostruzione 3,50 %, al portatore 3 — Capitale L. 11.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 18 agosto 1959

Il direttore generale: SCIPIONE

(4794)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 203

Corso dei cambi del 7 settembre 1959 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	—	620,60	620,59	620,60	620,60	620,60	620,60	620,60	620,60	620,60
$ Can.	—	649,90	650,50	650,25	649 —	650,32	650,25	650,40	650,40	650,25
Fr. Sv.	—	143,31	143,45	143,505	143,50	143,49	143,51	143,50	143,49	143,49
Kr. D.	—	89,75	89,88	89,915	89,90	89,92	89,92	89,90	89,93	89,90
Kr. N.	—	86,83	86,90	86,915	86,95	86,93	86,925	86,95	86,93	86,90
Kr Sv.	—	119,75	119,95	119,925	119,90	119,92	119,93	119,95	119,92	119,90
Fol.	—	164,04	164,10	164,115	164,05	164,11	164,105	164,10	164,11	164,10
Fr. B.	—	12,39	12,41875	12,417	12,41	12,42	12,41375	12,42	12,41	12,415
Fr. Fr.	—	126,48	126,60	126,60	126,60	126,60	126,60	126,58	126,60	126,60
Lst.	—	1738,25	1738,50	1738,875	1738,40	1739,29	1738,65	1739,35	1739,37	1738,75
Dm. occ	—	148,05	148,30	148,295	148,20	148.28	148,29	148,30	148,30	148,29
Scell. Austr.	—	24 —	24,05	24,0525	24,05	24,05	24,05375	24,05	24,05	24,053

Media dei titoli del 7 settembre 1959

Titolo			Valore
Rendita	3,50 % 1906		71,475
Id	3,50 % 1902		70,20
Id	5 % 1935		101,60
Redimibile	3,50 % 1934		90 —
Id.	3,50 % (Ricostruzione)		85,325
Id.	5 % (Ricostruzione)		98.875
Id.	5 % (Riforma fondiaria)		96,60
Id.	5 % 1936		99.075
Id.	5 % (Città di Trieste)		96,95
Id.	5 % (Beni Esteri)		96,55
Buoni del Tesoro	5 %	(scadenza 1° aprile 1960)	100 90
Id	5 %	(» 1° gennaio 1961)	100,30
Id	5 %	(» 1° gennaio 1962)	100.075
Id	5 %	(» 1° gennaio 1963)	100 025
Id	5 %	(» 1° aprile 1964)	99,90
Id	5 %	(» 1° aprile 1965)	99,95
Id	5 %	(» 1° aprile 1966)	100 025
Id	5 %	(» 1° gennaio 1968)	100,05

Il Contabile del Portafoglio dello Stato ZODA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 7 settembre 1959

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	620,60
1 Dollaro canadese	650,25
1 Franco svizzero	143,507
1 Corona danese	89,917
1 Corona norvegese	86,92
1 Corona svedese	119,927
1 Fiorino olandese	164 11
1 Franco belga	12 415
100 Franchi francesi	126,60
1 Lira sterlina	1738,762
1 Marco germanico	148,292
1 Scellino austriaco	24,053

PREFETTURA DI GORIZIA

Riduzione di cognomi nella forma italiana

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Vista la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Terkuc Giovanni,

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n 494, con cui sono stati estesi a tutti i territori annessi al regno gli articoli 1 e 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n 17,

Constatato che l'avviso relativo alla predetta domanda è stato affisso per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Gorizia e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni,

Veduto l'art 2 del precitato regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n 17 ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, concernente le istruzioni per l'esecuzione del regio decreto-legge anzidetto;

Decreta:

Al signor Terkuc Giovanni nato a Gorizia addì 12 agosto 1905 residente a Gorizia via Rossini n 1 di condizione commerciante è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da « Terkuc » in Tercuz ».

Gorizia, addì 25 agosto 1959

p *Il prefetto*: LORICCHIO

(4929)

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Vista la domanda per la riduzione del cognome di nascita in forma italiana presentata dalla signora Fornazaric Augusta ved Bellinger,

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494, con cui sono stati estesi a tutti i territori annessi al regno gli articoli 1 e 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n 17,

Constatato che l'avviso relativo alla predetta domanda è stato affisso per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Gorizia e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Veduto l'art. 2 del precitato regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n 17 ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, concernente le istruzioni per l'esecuzione del regio decreto-legge anzidetto,

Decreta:

Alla signora Fornazaric Augusta ved. Bellinger nata a Cervignano del Friuli addì 27 settembre 1888, residente a Gorizia, via dei Faiti n 20, di condizione pensionata è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da « Fornazaric » in « Fornasari ».

Gorizia, addì 27 agosto 1959

p. *Il prefetto* LORICCHIO

(4938)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per esami e titoli a trecento posti di direttore didattico in prova

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduti il testo unico ed il regolamento generale sui servizi dell'istruzione elementare approvati, rispettivamente, con regio decreto 5 febbraio 1928, n. 577 e con regio decreto 26 aprile 1928, n. 1297 e le successive modificazioni;

Veduti il regio decreto 1° luglio 1933, n. 786, e l'annessa tabella *A*), contenente norme sul passaggio allo Stato delle scuole elementari dei Comuni autonomi;

Veduto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 ottobre 1946, n. 432, relativo alle prove di esame dei concorsi a posti di direttore didattico;

Veduto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 21 aprile 1947, n. 373;

Veduta la legge 10 aprile 1954, n. 164, concernente il ruolo organico del personale ispettivo e direttivo della scuola elementare;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19, relativo al conglobamento totale del trattamento economico del personale statale;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 362, relativo alla revisione dei ruoli organici;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, con il quale è stato approvato il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, che detta le norme di esecuzione del testo unico sopra citato;

Veduta la legge 13 marzo 1958, n. 165, sull'ordinamento delle carriere e il trattamento economico del personale insegnante e direttivo;

Considerato che l'organico del ruolo dei direttori didattici consta di n. 2621 posti;

Constatato che, alla data del presente decreto, ne risultano disponibili centoventi e che nel corso del prossimo semestre se ne renderanno disponibili altri cento, per effetto di collocamenti a riposo ed altri duecentocinquanta a seguito dell'aumento dell'organico;

Considerato, altresì, che dei suindicati posti, la metà di quelli derivanti da collocamenti a riposo e un terzo di quelli di nuova istituzione sono riservati a candidati risultati idonei in precedenti concorsi, in applicazione delle leggi 6 luglio 1956, n. 705, e 13 marzo 1958, n. 225, e che, ciò nonostante, rimangono disponibili oltre trecento posti di direttore didattico;

Ritenuta la inderogabile ed urgente necessità di assicurare la massima regolarità di funzionamento al servizio di vigilanza scolastica mediante il reperimento e la nomina di direttori didattici titolari ai posti vacanti di cui sopra;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami e titoli a trecento posti di direttore didattico in prova (coefficiente di stipendio 450), al quale possono partecipare:

A) gli insegnanti elementari di ruolo che abbiano, da almeno tre anni, alla scadenza dei termini del bando di concorso, la qualifica di ordinario e che siano provvisti di uno dei seguenti titoli di studio:

I) diploma di abilitazione alla vigilanza scolastica;

II) laurea in pedagogia o in materie letterarie, rilasciata dalla Facoltà di magistero;

III) diploma in materie letterarie, in pedagogia e filosofia, rilasciati dai soppressi istituti di magistero;

B) gli insegnanti elementari non forniti di uno dei titoli di studio indicati nella precedente lettera *A*), purchè abbiano prestato non meno di dodici anni di servizio di ruolo alla data di cui al primo comma dell'articolo seguente.

Presentazione della domanda

Art. 2.

Coloro che, trovandosi nelle condizioni richieste dall'art. 1, intendessero partecipare al presente concorso, devono far pervenire al provveditore agli studi dal quale dipendono come insegnanti elementari, entro e non oltre sessanta giorni da quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, domanda in carta da bollo da L. 200 intestata al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione elementare - Divisione I, Roma.

Nella domanda i candidati devono indicare:

a) il proprio nome e cognome;

b) il luogo e la data di nascita;

c) la sede di servizio;

d) il proprio recapito;

e) il possesso dei requisiti (servizio di ruolo e titolo di studio) stabiliti per l'ammissione al concorso, di cui al precedente art. 1;

f) la dichiarazione di impegnarsi a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi destinazione.

La firma, in calce alla domanda, deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza, ovvero vistata dal direttore didattico alle cui dipendenze l'aspirante presta servizio in qualità di insegnante elementare.

La data di presentazione della domanda è quella segnata dal timbro di arrivo a calendario apposto su di essa dal Provveditorato agli studi.

Il ritardo nella presentazione o nell'invio della domanda ai Provveditorati, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa l'inammissibilità dell'aspirante al concorso.

Unitamente alla domanda di ammissione, devono essere presentati tutti i titoli di merito valutabili, che ciascun candidato riterrà opportuno esibire ai fini del concorso, accompagnati da un elenco in carta libera, in duplice esemplare.

Non è ammesso riferimento a documenti o a titoli presentati sia a questa che ad altra Amministrazione.

Requisiti di ammissibilità e titoli valutabili

Art. 3.

Tanto i requisiti di ammissibilità al concorso, che i titoli valutabili, devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda, fissato dal precedente art. 2.

Trasmissione delle domande

Art. 4.

Entro venti giorni dalla data di scadenza del termine fissato dal precedente art. 2, il provveditore agli studi invierà al Ministero (Direzione generale istruzione elementare, Divisione I), le domande e i titoli, unitamente ad una relazione per ciascun concorrente, nella quale, esposti i precedenti di servizio del concorrente medesimo, esprimerà il proprio motivato giudizio sulle di lui qualità intellettuali, nonchè sulle attitudini morali e didattiche ad esercitare degnamente l'ufficio di direttore didattico, oltre che sulla di lui idoneità fisica all'ufficio predetto, ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 26 aprile 1928, n. 1297.

Prove d'esame

Art. 5.

Gli esami constano di due prove scritte e di una prova orale.

Le prove scritte consistono:

a) nello svolgimento di un tema di cultura generale;

b) nello svolgimento di un tema di legislazione scolastica.

Per lo svolgimento di ognuna delle prove scritte sono assegnate sei ore.

Le prove scritte hanno luogo nella sede e nei giorni stabiliti dal Ministero; per i candidati che, eventualmente, prestino servizio nelle scuole italiane all'estero, nelle località che saranno stabilite di concerto con il Ministero degli affari esteri.

La prova orale ha, in ogni caso, luogo a Roma.

Il programma d'esame per la prova orale, redatto in conformità del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 ottobre 1946, n 432, e specificato in calce al presente bando.

Art 6.

Per lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le norme del testo unico e del regolamento generale sui servizi dell'istruzione elementare, approvati rispettivamente con regio decreto 5 febbraio 1928, n 577 e con regio decreto 26 aprile 1928, n 1297, ai sensi dell'art 384 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3, nonche le disposizioni del menzionato testo unico in quanto richiamate, e del relativo regolamento approvato con decreto del Presidente della Repubblica 3 gennaio 1957, n 686, in quanto applicabili

Ai candidati sara data comunicazione del giorno, dell'ora e dei locali in cui avranno luogo le prove, sia quelle scritte, che quella orale

Per sostenere le prove scritte e orali i candidati dovranno esibire il libretto ferroviario personale, o altro valido documento di riconoscimento

Art 7

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media non inferiore a sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse

La prova orale non si intende superata se il candidato non abbia ottenuto almeno la votazione di sei decimi

Graduatoria

Art 8

La graduatoria generale di merito del concorso, formata dalla Commissione giudicatrice, contiene l'indicazione del punteggio complessivo conseguito da ciascun candidato Tale punteggio è il risultato della somma delle valutazioni ottenute nelle prove scritte, nella prova orale e nella valutazione dei titoli.

La graduatoria è approvata con decreto Ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione al concorso.

Documenti da produrre in seguito a richiesta del Ministero per ottenere la preferenza a parita di merito

Art 9

I concorrenti che abbiano superato la prova orale devono presentare, entro il termine perentorio di trenta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti redatti nelle forme di legge, attestanti il possesso di titoli idonei ai fini della preferenza a parita di merito

Ai sensi del comma quarto dell'art 5 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3, a parità di merito hanno la preferenza

1) gli insigniti di medaglia al valor militare,

2) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti,

3) i mutilati ed invalidi per fatti di guerra,

4) i mutilati ed invalidi per servizio,

5) gli orfani di guerra,

6) gli orfani dei caduti per fatti di guerra,

7) gli orfani dei caduti per servizio,

8) i feriti in combattimento,

9) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra, nonche i capi di famiglia numerosa,

10) coloro che hanno frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione o di integrazione previsti dall'art 150, tenuto conto del punteggio conseguito per la preferenza tra gli stessi,

11) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti,

12) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatti di guerra,

13) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio,

14) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti in guerra,

15) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti per fatti di guerra,

16) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti per servizio,

17) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti,

18) coloro che abbiano prestato lodevole servizio a qualunque titolo, per non meno di un anno, nell'Amministrazione che ha indetto il concorso,

19) i coniugati con riguardo al numero dei figli

A parita di titoli, la preferenza è determinata

a) dallo stato di coniugato con riguardo al numero dei figli,

b) dall aver prestato lodevole servizio nell Amministrazione dello Stato,

c) dall eta

Documenti da produrre in seguito a richiesta del Ministero per attestare il possesso dei requisiti di ammissibilita al concorso

Art 10

I candidati utilmente collocati nella graduatoria generale di merito e dichiarati vincitori del concorso devono presentare entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data in cui ricevono il relativo invito, a pena di decadenza, i seguenti documenti

A) stato di servizio, rilasciato dal competente provveditore agli studi, su carta da bollo da L 200, dell intera carriera scolastica,

B) titolo di studio, di cui al precedente art 1 in originale o in copia autenticata da notaio, ovvero il documento rilasciato dalla competente autorita in sostituzione del diploma

C) certificato medico, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, attestante, la sana e robusta costituzione dell'aspirante e la sua idoneita fisica al servizio Ove l'aspirante sia affetto da qualche imperfezione, questa dovra essere specificatamente indicata in tal caso pero il certificato dovra contenere la dichiarazione che l imperfezione non menoma l idoneita fisica dell'aspirante allo svolgimento del servizio e dovra contenere, altresi, le attestazioni di cui agli articoli 7 e 16 della legge 25 luglio 1956, n 837

Nomina

Art 11.

I vincitori del concorso saranno nominati secondo l'ordine della graduatoria ed entro i limiti dei posti fissati direttori didattici in prova e collocati nei ruoli del personale di vigilanza

Il periodo di prova ha la durata di mesi sei

Fino a quando i vincitori del concorso nominati in prova non avranno conseguito la stabilita nel ruolo direttivo i posti da essi precedentemente occupati in qualita di insegnanti elementari saranno coperti da supplenti

Candidati residenti all'estero

Art 12

I concorrenti che prestano servizio nelle scuole italiane all'estero presenteranno le domande ed i titoli al Ministero degli affari esteri, il quale provvedera a trasmetterli al Ministero della pubblica istruzione, corredati della relazione di cui al precedente art 4 Essi, peraltro, hanno facolta di presentare domanda e titoli entro il termine di centoventi giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*

I documenti di cui agli articoli 9 e 10 del presente bando, potranno, tuttavia essere presentati entro il termine di sessanta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione

Il presente decreto sara inviato alla Corte dei conti per la registrazione

Roma, addì 4 aprile 1959

Il Ministro MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 giugno 1959
Registro n 98 Pubblica istruzione, foglio n 97

PROGRAMMA DI ESAME

PROVA ORALE

Pedagogia e filosofia Didattica

1) La persona umana. Concetto dello sviluppo dell'uomo considerato come unità psicofisica, con particolare riguardo al fanciullo ed ai problemi dell'insegnamento. Finalità, leggi, fattori, forme e periodi dell'educazione. Autoeducazione ed eteroeducazione. La scuola e i suoi rapporti con la famiglia, la società, la Nazione, lo Stato, la Chiesa.

2) Principali dottrine filosofiche e pedagogiche in Italia e all'estero, dall'Umanesimo ad oggi. Il movimento pedagogico e scolastico italiano dagli albori del Risorgimento ad oggi, veduto attraverso l'opera dei più importanti pedagogisti ed educatori, con speciale riferimento alla educazione infantile e a quella per minorati fisici, sensoriali, psichici, ecc.

3) Vita scolastica i problemi del governo e della disciplina. La scuola unica pluriclasse. La scuola all'aperto e le differenziazioni didattiche. Unità e specificazioni delle discipline scolastiche. Metodologia particolare delle discipline stesse. I programmi di insegnamento dal 1888 al 1955 con particolare riguardo a questi ultimi, ai problemi in essi impostati ed alla introduzione dei cicli didattici.

4) Sicura conoscenza di due opere moderne di contenuto prevalentemente pedagogico, una di autore italiano, l'altra di autore straniero, entrambe a scelta del candidato, fra le seguenti Comenio. *Didactica magna*; Locke *Pensieri sulla educazione*; Rousseau *L'Emilio*; Necker De Saussure: *L'educazione progressiva*; Kant *Pedagogia*; Pestalozzi *Leonardo e Geltrude*: *Il canto del Cigno*; Froebel *L'educazione dell'uomo*; Herbart *Pedagogia generale*; Lambruschini *Della educazione dell'istruzione*: Capponi: *Frammenti sull'educazione*: Tommaseo: *Dell'educazione;* Rosmini: *L'unità dell'educazione*; Spencer *L'educazione fisica intellettuale e morale*; Gabelli: *L'istruzione in Italia; Il metodo di insegnamento nelle scuole elementari*: Ardigò: *Scienza dell'educazione*; Vidari: *Elementi di pedagogia*; Gentile *Sommario della pedagogia*; Hessen: *I fondamenti della pedagogia come filosofia applicata*; Ferrière: *Scuola attiva*; Lombardo Radice: *una delle opere*: Dewei *Scuola e Società*; Montessori. *una delle opere*: Kerschensteiner *Il concetto del lavoro*; Don Bosco: *Il metodo educativo*.

Nozioni generali di diritto amministrativo

a) Ordinamento dello Stato italiano. La Costituzione. Concetto di legge e di regolamento.

b) Amministrazione governativa centrale. Consiglio di Stato e Corte dei conti. Avvocatura dello Stato.

c) Amministrazione governativa locale e amministrazione autarchica locale. Enti pubblici: controllo dello Stato su di essi.

d) Natura del rapporto di pubblico impiego e leggi fondamentali sull'ordinamento gerarchico dell'Amministrazione dello Stato e sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato.

Giustizia amministrativa e suoi organi. Diritti ed interessi. Ricorsi.

Legislazione della scuola elementare

a) Cenni storici sulla legislazione della scuola elementare in Italia dal 1859 al 1959.

b) Ordinamento dell'Amministrazione centrale e periferica dell'istruzione elementare.

c) Ordinamento didattico della scuola elementare. Scuole speciali. Scuole all'estero. Scuole materne.

d) Stato giuridico ed economico del personale della scuola.

e) Edilizia scolastica, alunni, obbligo scolastico, anagrafe scolastica, esami, libri di testo, biblioteche scolastiche.

f) Ordinamento e funzioni del Patronato scolastico e delle altre opere integrative ed ausiliarie della scuola elementare.

g) Assistenza magistrale. Pensioni del personale della scuola.

h) Cenni sugli ordinamenti scolastici dei principali Stati.

Igiene della scuola e del fanciullo

a) Edificio scolastico e suoi requisiti. L'aula scolastica e suoi requisiti. Cura dell'edificio e dell'aula. Arredamento.

b) Vigilanza sanitaria e relativo personale. Ambulatorio medico scolastico. Cassetta sanitaria. Cartelle sanitarie. Croce Rossa.

c) Igiene dello scolaro: pulizia della persona e degli indumenti; pratiche igieniche nella scuola. Piccole cure e soccorsi d'urgenza. Malattie infettive con particolare riferimento a quelle del fanciullo, e loro profilassi. Malaria, tubercolosi, tracoma.

d) Organismo umano: nozioni elementari di anatomia e fisiologia; organi dei sensi e cure relative. Sviluppo del fanciullo, anche in rapporto alla nutrizione ed al lavoro scolastico.

e) Problemi igienici dell'organizzazione della scuola elementare; orari, vacanze, distribuzione delle lezioni e delle esercitazioni, occupazioni ricreative, scuole speciali per i minorati, refezione scolastica, colonie estive, ecc.

f) Educazione fisica, giuochi, sport.

Il Ministro: MEDICI

(4937)

PREFETTURA DI POTENZA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Potenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI POTENZA

Visto il decreto prefettizio n. 23851 del 18 maggio 1957, con il quale fu bandito il pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di undici posti di medico condotto vacanti nella provincia di Potenza al 30 novembre 1956;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice costituita con decreto prefettizio n. 23851 del 28 ottobre 1958;

Ritenuto che la suddetta Commissione ha proceduto allo espletamento del concorso ed alla formazione della graduatoria in conformità delle vigenti disposizioni di legge;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria generale per il concorso di cui alle premesse:

1. Gerardi Salvatore	punti	52,3908
2. Ponzio Luigi	»	47,8611
3. Vigilante Vilfredo	»	47,7598
4. Ghierghia Giuseppe	»	47,5149
5. Schettini Fernando	»	47,3882
6. Sansone Guglielmo	»	47,2164
7. Cantarella Dante	»	47,1555
8. Ottavio Nicola	»	47,1206
9. Farano Michele	»	46,5913
10. Sassano Giuseppe	»	45,9242
11. Lacerenza Gennaro	»	45,5366
12. Onorati Emilio	»	45,4679
13. Carbone Francesco	»	45,1837
14. Celebrano Giovanni	»	45,0400
15. Del Secolo Nicola	»	44,7715
16. Larocca Nicola	»	43,9703
17. Autunno Emilio	»	43,8262
18. Colafelice Nicola	»	43,6215
19. Caprara Ernesto	»	43,4341
20. Lapadula Giovanni	»	43,3143
21. Venosa Francesco Giuseppe	»	43,1855
22. Jelpi Antonio	»	43,1060
23. Lapenna Vito	»	42,8384
24. Nescis Vincenzo	»	42,8307
25. Ponte Antonino	»	42,4198
26. Oddone Benvenuto	»	42,2727
27. Fuscaldo Luigi	»	42,0000
28. Parisi Roberto	»	41,8674
29. Fanelli Mario	»	41,6060
30. Castelli Andrea	»	40,6483
31. Travisonni Pietro	»	40,2681
32. Bonomo Salvatore	»	39,5000
33. Colucci Giovanni	»	39,2121
34. Masciulli Leonardo	»	39,0000
35. Lapadula Raffaele	»	38,8720
36. Faillace Michele	»	38,2044

Il presente decreto sarà pubblicato a termini di legge.

Potenza, addì 14 agosto 1959

Il prefetto: ZAPPIA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI POTENZA

Visto il proprio decreto in pari data e numero con il quale viene approvata la graduatoria generale del concorso per il conferimento di numero undici posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1956, bandito con decreto prefettizio n. 23851 del 18 maggio 1957;

Viste le domande dei concorrenti e le sedi chieste in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati, risultati idonei al concorso di cui alle premesse sono dichiarati vincitori delle sedi a lato di ciascuno indicate:

1) Gerardi Salvatore: Melfi (2ª condotta);
2) Ponzio Luigi Albano di Lucania;
3) Vigilante Vilfredo: Forenza,
4) Ghierghia Giuseppe Lauria,
5) Schettini Fernando Pescopagano;
6) Sansone Guglielmo Ripacandida (frazione Ginestra),
7) Cantarella Dante: Maschito,
8) Ottavio Nicola: Grumento Nova;
9) Farano Michele. Pignola,
10) Sassano Giuseppe Episcopia;
11) Lacerenza Gennaro: Teana

Il presente decreto sarà pubblicato a termini di legge

I sindaci dei Comuni interessati sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Potenza, addì 14 agosto 1959

Il prefetto: ZAPPIA

(4866)

PREFETTURA DI CATANZARO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CATANZARO

Visto il decreto prefettizio del 15 febbraio 1958, n 9394/3ª Sanità, col quale venne indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro alla data del 30 novembre 1957

Visto il decreto prefettizio del 2 luglio 1959, n 38043, relativo alla ammissione dei candidati al concorso predetto,

Visti i verbali dei lavori della Commissione giudicatrice del concorso e, segnatamente, quello concernente la formazione della graduatoria dei candidati dichiarati idonei e riconosciutane la loro regolarità,

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni,

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281 e successive modificazioni,

Decreta

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati dichiarati idonei nel concorso per posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro alla data del 30 novembre 1957, di cui in premessa:

N.	Candidato	Punti
1	Scalise Antonio	punti 59,250
2	Mattace Raso Giuseppe	» 53,400
3	Ferrari Francesco	» 52 260
4	Panzitta Salvatore	» 51 690
5	Sammarco Francesco	» 50,570
6.	Tripodi Raffaele	» 49,620
7	Manduca Alfonso	» 49 590
8	Filardo Francesco	» 49,585
9	Mammone Armando	» 49,560
10	De Masi Giovanni Rocco	» 49,500
11.	Castagna Gaetano	» 49,195
12	Ferrari Rodolfo	» 48,500
13	Scalfari Lucio	» 47,385
14.	Ianni Mercurio Alfredo	» 46 880
15.	Grisi Alfonso	» 46,640
16	Ocello Michele	punti 46,510
17.	Trimarchi Alfredo	» 46,500
18.	Broussard Francesco	» 46,120
19.	Squillacioti Antonio	» 46,105
20	Bova Saverio	» 46,010
21	Amodeo Vincenzo	» 45,760
22.	Bruni Domenico	» 45 545
23.	Camastra Raffaele	» 45 500
24.	Capozza Vincenzo	» 44,675
25	Zappino Pasquale	» 44,535
26.	Pitaro Mario	» 44,530
27.	Profazio Francesco	» 43,710
28.	Callea Saverio	» 43 570
29	Carchedi Amedeo	» 43 240
30	Frontera Ricciotti	» 43,100
31	Crupi Saverio	» 43 040
32	Mole Rocco	» 42 130
33	Ferro Elio	» 40 000
34	Turchi Gabriele	» 38 420

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati

Catanzaro, addì 12 agosto 1959

Il prefetto DE LORENZO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CATANZARO

Visto il decreto prefettizio di pari numero e data, col quale è stata approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei nel concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro alla data del 30 novembre 1957,

Visto l'ordine della preferenza indicata dai concorrenti ai fini dell'assegnazione delle sedi vacanti,

Visti l'art 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio-decreto 27 luglio 1934, n 1265 e l'art 55 del regolamento 11 marzo 1935, n 281;

Decreta:

I seguenti candidati idonei nel concorso indicato in epigrafe, sono dichiarati vincitori dei posti a fianco indicati.

1) Scalise Antonio Cutro (1ª condotta),
2) Mattace Raso Giuseppe: Cutro (3ª condotta);
3) Ferrari Francesco: Rombiolo (condotta unica);
4) Panzitta Salvatore Fabrizia (2ª condotta),
5) Sammarco Francesco Mesoraca (1ª condotta);
6) Tripodi Raffaele: Cardinale (2ª condotta),
7) Manduca Alfonso: San Pietro a Maida (2ª condotta);
8) Filardo Francesco: San Floro (condotta unica)

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà affisso, per otto giorni consecutivi, all albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati

Catanzaro, addì 12 agosto 1959

Il prefetto: DE LORENZO

(4941)

PREFETTURA DI MANTOVA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Mantova

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MANTOVA

(*Omissis*).

Decreta:

Il dott Martani Bruno è dichiarato vincitore della condotta medica di Mariana Mantovana.

(*Omissis*).

Mantova, addì 21 agosto 1959

Il prefetto: CARUSO

(4933)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.